



MARCHES LANCE EN GROUPEMENT DE COMMANDE OFFICE NATIONAL DES FORÊT ET ONF VEGETIS

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE RELATIF A LA FOURNITURE DE CARBURANTS DEUX TEMPS POUR LES DEUX MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE QUE SONT L'ONF ET SA FILIALE ONF-VEGETIS

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N° 2024-9280-010

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre porte sur la fourniture de carburants deux temps pour les services de l'ONF et de sa filiale ONF-VEGETIS.

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le groupement de commandes composé de :

- Office National des Forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 000 18 dont le siège est au 2 bis avenue du Général Leclerc CS 30042 94704 Maisons Alfort
- ONF Vegetis, Société par Actions Simplifiée au capital de 3 000 000 €, immatriculée au RCS de Melun sous le numéro 392 823 647, dont le siège social est 27 chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing, 77140 Nemours, représentée par Monsieur Christophe CHAPOULET, Directeur Général Délégué.

Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Valérie METRICH-HECQUET, directrice générale de l'Office national des forêts en qualité de coordinateur du groupement de commandes.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	POUVOIRS ADJUDICATEURS	4
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHE.....	4
1.3.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE	4
1.4.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	OBJET DE LA CONSULTATION	5
2.1.	OBJET DU MARCHE	5
2.2.	CLASSIFICATION CPV	5
2.3.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
3	CARACTERISTIQUES ET STRUCTURE DU MARCHE.....	5
3.1.	PROCEDURE	5
	IL S'AGIT D'UN MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.....	5
3.2.	FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
	IL S'AGIT D'UN ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE S'EXECUTANT PAR L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE AU FUR ET A MESURE DES BESOINS, CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DES ARTICLES R.2162-13 ET R.2162-14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE. L'ACCORD-CADRE EST PASSE AVEC LES QUANTITES MINIMUM ET MAXIMUM ANNUELLE FIXEES COMME SUIV :	5
3.3.	DECOMPOSITION EN LOTS	5
3.4.	DECOMPOSITION EN TRANCHES	6
3.5.	DUREE	6
3.6.	FOURNITURES NON PREVUES	6
3.7.	LIMITATION DANS LA CREATION DES NOUVEAUX PRIX.....	6
3.8.	LIEU DE LIVRAISON.....	6
3.9.	MODALITE D'ATTRIBUTION.....	6
3.10.	MODIFICATION DU MARCHE.....	6
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	7
5	DESCRIPTION DE LA PRESTATION ATTENDUE	8
5.1.	TYPES DE CONDITIONNEMENT	8
5.2.	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRODUITS :	8
5.3.	CORRESPONDANT PERMANENT POUR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS.....	8
5.4.	PASSATION DES COMMANDES	8
5.5.	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION	8
5.6.	MODIFICATION DES BONS DE COMMANDE	9
5.7.	SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE	9
5.8.	RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE	9
5.9.	MODALITES DE LIVRAISON.....	9
5.10.	DELAIS DE LIVRAISON	9
5.11.	CONDITIONS DE LIVRAISON	10
5.12.	CONDITIONS DE RECEPTION	10
6	GARANTIE TECHNIQUE DES FOURNITURES.....	10
7	PRIX	10
7.1.	UNITE MONETAIRE.....	10
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	10
8	REVISION DES PRIX.....	11

8.1.	REVISION DES PRIX.....	11
8.2.	CLAUSE BUTOIR	11
8.3.	CLAUSE DE SAUVEGARDE	11
9	PLAN DE PROGRES.....	11
10	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	12
10.1.	AVANCE.....	12
10.2.	ACOMPTE.....	12
10.3.	PAIEMENT	12
10.4.	FACTURATION.....	12
10.4.1.	<i>Mentions sur les factures</i>	12
10.4.2.	<i>Transmission des factures à destination de l'ONF</i>	13
10.4.3.	<i>Transmission des factures à destination de ONF Vegetis</i>	13
10.5.	FACTURATION ELECTRONIQUE : VIA L'OUTIL CHORUS PRO.....	13
10.6.	MENTIONS SPECIALES CHORUS PRO.....	14
10.7.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	14
10.8.	DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT.....	14
10.9.	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	15
11	PENALITES	15
11.1.	PENALITES DE RETARD ET/OU POUR PRESTATION NON CONFORME OU MANQUANTE.....	15
11.2.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	15
12	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE DU TITULAIRE	15
13	DROIT, LANGUE.....	16
14	ASSURANCE	16
15	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	16
16	RESILIATION DU MARCHE	16
17	DEROGATION AU CCAG-FCS	16

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoirs adjudicateurs

Le pouvoir adjudicateur est le groupement de commandes composé de :

- Office National des Forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 000 18 dont le siège est au 2 bis avenue du Général Leclerc CS 30042 94704 Maisons Alfort
- ONF Vegetis, Société par Actions Simplifiée au capital de 3 000 000 €, immatriculée au RCS de Melun sous le numéro 392 823 647, dont le siège social est 27 chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing, 77140 Nemours, représentée par Monsieur Christophe CHAPOULET, Directeur Général Délégué.

1.2. Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Valérie METRICH-HECQUET, directrice générale de l'Office national des forêts en qualité de coordinateur du groupement de commandes.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est la secrétaire générale de la direction forêt risques naturels au siège de l'établissement :

Régine TOUFFAIT
2 bis avenue du Général Leclerc
94704 MAISONS-ALFORT Cedex
Tél : 01 40 19 59 17 - 06 03 63 14 35
Courriel : regine.touffait@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande est monsieur le chef du département achats et patrimoine au sein de la Direction économique et financière au siège de l'établissement :

Anthony MERCIER
2 bis avenue du Général Leclerc - CS 30042 - 94704 MAISONS-ALFORT Cedex
Téléphone : 01 40 19 79 70
Courriel : sg-p@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale ou régionale à l'origine de la commande.

2 OBJET DE LA CONSULTATION

2.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre porte sur la fourniture de carburants deux temps pour les services de l'ONF et de sa filiale ONF-VEGETIS. La prestation comprend :

- la fourniture avec leurs emballages
- la livraison

2.2. Classification CPV

Les références à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) sont les suivantes :

09132000-3	Essence
------------	---------

2.3. Marchés de prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-2 R.2194-9 du code de la commande publique), et aux marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial destinées soit au renouvellement partiel de fourniture ou d'installations, soit à l'extension de fourniture ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées (art R.2122-4 du code de la commande publique).

3 CARACTERISTIQUES ET STRUCTURE DU MARCHÉ

3.1. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande s'exécutant par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins, conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. L'accord-cadre est passé avec les quantités minimum et maximum annuelle fixées comme suit :

Quantité minimum de commande / an	Quantité maximum de commande / an
100 000 litres	200 000 litres

3.3. Décomposition en lots

Le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots juridiques, son objet ne permettant pas l'identification de lots distincts.

3.4. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de découpage en tranches.

3.5. Durée

L'accord cadre est conclu pour une durée d'un (1) an renouvelable trois (3) fois par reconduction tacite, soit pour une durée maximum de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

La décision de ne pas reconduire le présent accord-cadre prendra la forme d'une décision, en recommandé avec accusé de réception, de la part du représentant du pouvoir adjudicateur et interviendra au plus tard quatre (4) mois avant l'échéance de renouvellement.

Conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

3.6. Fournitures non prévues

Dans le cas où des fournitures autres que celles prévues dans le Bordereau des Prix initial s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces fournitures ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base.

Les nouveaux prix correspondants seront créés par bon de commande et pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

Le BPU sera éventuellement modifié en conséquence.

3.7. Limitation dans la création des nouveaux prix

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 20% du total des lignes du BPU pour la durée maximum du marché. Au-delà de ce pourcentage, la clause de réexamen sera appliquée et permettra la création de prix à hauteur de 50 % maximum. Les modifications seront intégrées par voie d'avenant

3.8. Lieu de livraison

Les livraisons seront effectuées à l'adresse indiquée dans les bons de commande en France continentale, ainsi qu'en Corse et dans les DROM (Martinique / Guadeloupe / Guyane / Réunion).

3.9. Modalité d'attribution

L'accord-cadre est attribué à un unique fournisseur.

3.10. Modification du marché

En application des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique, les accords-cadres peuvent être modifiés, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ des services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans l'accord-cadre initial ou dans les marchés subséquents ;
- ✓ intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent accord-cadre ou des marchés subséquents ;

- ✓ ajustement de la durée de l'accord-cadre ou des marchés subséquents, ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- ✓ cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- ✓ reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- ✓ des modifications de faibles montant ;
- ✓ des modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant ;

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception et courriel. Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- ✓ la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ✓ la forme de l'entreprise ;
- ✓ la raison sociale ou dénomination ;
- ✓ l'adresse ;
- ✓ le capital de l'entreprise ;
- ✓ l'identifiant bancaire, le numéro de compte bancaire à créditer ;
- ✓ de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du titulaire ;
- le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fera seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, désigné ci-après CCAG-FCS ;
- les éventuelles modifications au présent accord-cadre ;
- le mémoire technique du titulaire.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 DESCRIPTION DE LA PRESTATION ATTENDUE

5.1. Types de conditionnement

Le carburant deux temps pourra être commandé par l'ONF, THL distribution ou Sessile dans des contenants de :

- 5 litres
- de 20 à 30 litres
- de 50 à 60 litres
- de 200 à 250 litres
- cuves d'environ 1 000 litres.

Le choix du conditionnement apparaîtra sur le bon de commande, au choix de l'utilisateur.

5.2. Caractéristiques techniques des produits :

Les carburants proposés par les candidats devront répondre aux exigences suivantes :

- Formulation sans super sans plomb 95 ;
- Absence de benzène ;
- Huile deux temps dosée à 2% minimum et 4% maximum.

5.3. Correspondant permanent pour l'Office national des forêts

Le titulaire de l'accord-cadre désignera nominativement un correspondant permanent et unique de l'ONF.

5.4. Passation des commandes

Les prestations sont commandées au titulaire par bons de commande.

Les bons de commande sont datés et numérotés dans une série propre au présent marché. Ils sont adressés au titulaire par courrier ou courriel avec accusé de réception et comportent les mentions nécessaires à leur exécution.

Toutes les commandes sont établies par la Direction forêts et risques naturels de la Direction générale sur un formulaire particulier défini par l'ONF.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et peuvent être exécutés dans la limite de 4 (quatre) mois au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché (460000XXXX) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

5.5. Modifications en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, l'ONF peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux fourniture ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision de l'ONF est notifiée par courriel au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 15 jours, est réputée l'avoir acceptée.

5.6. Modification des bons de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.7. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.8. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Il en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.9. Modalités de livraison

Les livraisons seront effectuées sur le site dont l'adresse figurera sur le bon de commande. La liste des sites de livraison figure en annexe 1 au présent CCATP.

Cette liste pourra être modifiée par l'ONF en cours d'exécution du marché, ces modifications seront notifiées au titulaire par courriel avec AR.

5.10. Délais de livraison

Le délai de livraison court à compter de la date de l'accusé de réception de commandes délivré par le titulaire. Il ne devra pas excéder :

- 10 jours ouvrés pour la France métropolitaine et Corse ;
- 1 mois maximum pour les DROM (Martinique / Guadeloupe / Guyane / Réunion).

Chaque candidat peut proposer, s'il le peut un délai plus court que ce délai maximum, dans l'encart E3 de l'acte d'engagement.

5.11. Conditions de livraison

Les fournitures seront livrées à l'adresse du site destinataire indiquée sur chaque bon de commande.

La livraison des fournitures sera effectuée franco de port et d'emballage selon le montant de franco annoncé dans le BPU.

Pour les livraisons non concernées par ce montant plafond, le prix forfaitaire de la région livrée viendra s'appliquer en supplément dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le ou les titulaires assureront, à leur charge et sous leur responsabilité, la livraison des fournitures sur les sites désignés par l'ONF, sous réserve que la disposition des locaux n'entraîne pas de difficultés particulières de manutention (en règle générale, la livraison sera réalisée au rez-de-chaussée ou à un étage accessible par ascenseur ou monte-charge).

5.12. Conditions de réception

A réception par le service destinataire, le correspondant local effectuera un contrôle quantitatif et un contrôle du bon état apparent des fournitures livrées. Les fournitures non conformes seront retournées au titulaire du marché, aux frais de celui-ci. Les fournitures retournées car non opérationnelles feront l'objet d'une nouvelle livraison dans un délai de 5 jours ouvrés.

6 GARANTIE TECHNIQUE DES FOURNITURES

Les fournitures, objet du présent marché, bénéficient de la garantie légale pour vices de fabrication et défaut de matière.

Le titulaire procède, au titre de cette garantie, au remplacement des fournitures défectueuses dans un délai maximum de 5 jours (samedis, dimanches et jours fériés exclus), ce délai courant à compter de la demande d'intervention par télécopie.

Le transport éventuel du matériel défectueux, aller et retour, dans les locaux du titulaire est à la charge du titulaire.

7 PRIX

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Le prix des prestations inclut l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations légales et contractuelles du titulaire, notamment liés à la garantie, les frais de livraison, et toutes les opérations nécessaires au suivi de la prestation.

8 REVISION DES PRIX

8.1. Révision des prix

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisibles dans les conditions suivantes :

Les prix seront révisés une fois par an, à la date anniversaire du marché, selon la méthode dite "en chaîne", en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule suivante :

$$P = P0 (I / I0)$$

Dans laquelle :

P = Prix hors taxe révisé

P0 = Prix hors taxe précédant l'année de reconduction

I = Indice mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) - Énergie et lubrifiants

- L'indice d'ajustement (I) sera le dernier indice connu au premier jour du mois anniversaire du marché
- L'indice de base (I0) sera le même 12 mois auparavant

Le titulaire adressera le BPU révisé, pour validation de l'ONF, par courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la date anniversaire du marché.

L'ONF disposera de trente jours, à compter de la date de réception pour valider les nouveaux prix.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix entreront en vigueur :

- dès réception par le fournisseur de l'accord formel de l'ONF en cas d'acceptation expresse ;
- dès le délai de trente jours écoulés dans le cas d'une acceptation tacite.

En cas de refus, l'ONF informera le titulaire de l'erreur de calcul constatée et lui adressera une version corrigée pour accord.

Les anciens prix continueront de s'appliquer jusqu'à l'accord du titulaire sur la proposition faite par l'ONF.

8.2. Clause butoir

Lors de l'application de la révision des prix, chaque prix du marché ne peut évoluer, que de 2 % maximum par rapport à l'année précédente et de 5% maximum sur 3 années consécutives.

8.3. Clause de sauvegarde

En cas de dépassement de la clause butoir, l'ONF se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché.

9 PLAN DE PROGRES

Le titulaire proposera chaque année, à date d'anniversaire du marché un plan de progrès. Ce plan pourra concerner les axes d'améliorations suivants :

- Réduction des emballages, du nombre de livraison,
- Optimisation des livraisons,
- Réduction le nombre de plaintes pour le SAV,
- investissement dans des machines qui évitent des pertes de matière,
- etc...

Le titulaire présentera son plan de progrès à la personne en charge de l'exécution du marché.

En fonction des gains réalisés suite à la mise en place du plan de progrès annuel, l'ONF proposera une répartition équitable de ces gains entre l'ONF et le titulaire. Cette répartition sera discutée avant la validation du plan de progrès entre les titulaires et l'ONF.

10 MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT

10.1. Avance

Sans objet.

10.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités. Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

10.3. Paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait.

L'exécution des prestations dans le cadre de chaque mission ouvrira droit au règlement des prestations selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} règlement à l'issue de l'étape E3, après remise des livrables précisés à l'article 7 pour cette étape ;
- Solde à l'issue de l'étape E5, après remise des livrables précisés au CCTP pour cette étape.

10.4. Facturation

10.4.1. Mentions sur les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Date de la facture,
- Numéro de facture,
- Identité du titulaire :
 - o Dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel),
 - o Adresse du siège social,
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret, code NAF, et :
 - Ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants),
 - Numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans).
 - o Forme juridique et capital social (pour les sociétés),

- Référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement).
- Identité de l'ONF:
 - Adresse du service ayant passé la commande
 - Adresse de facturation (si différente),
 - Numéro de Siren ou Siret.
- Renseignements propres à la prestation :
 - Description détaillée de la prestation,
 - Numéro de la commande (numéro en 45XXXXXXXX),
 - Les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
 - Les quantités si pertinentes,
 - Le montant total HT et TTC.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

10.4.2. Transmission des factures à destination de l'ONF

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

10.4.3. Transmission des factures à destination de ONF Vegetis

Les factures pour des commandes à l'origine du membre du groupement Sessile, respecteront le formalisme annoncé supra dans l'article 7.5.1, et seront envoyés à l'adresse suivante :

ONF VEGETIS
Service comptable
27 Chemin des Mazes
ZAC des Hauteurs du Loing
77140 NEMOURS

10.5. Facturation électronique : via l'outil Chorus Pro.

L'utilisation par les titulaires du portail CHORUS Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics est obligatoire. Après inscription il permet de :

- Déposer ou suivre une facture,
- Suivre le traitement de ses factures,
- Ajouter de pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.

Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

10.6. Mentions spéciales Chorus Pro.

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : Accord-cadre enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- Numéro d'identification : 66204311604119 pour le siège de l'ONF.
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

10.7. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant des prestations sous-traitées (montant global) est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

10.8. Délai global de paiement

Pour l'ONF : Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 alinéa 2 du code de la commande publique.

Pour ONF VEGETIS : Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 30 jours conformément aux dispositions de l'article L441-6 du code de commerce.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

10.9. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

11 PENALITES

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au CCATP est constatée par un rapport spécial de l'ONF et sanctionné dans le cadre des dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés de Fournitures Courantes et Services.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

11.1. Pénalités de retard et/ou pour prestation non conforme ou manquante

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels indiqués dans le contrat tripartite sont dépassés par le fait du titulaire du marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable et par jour calendaire (ou autre unité) de retard, des pénalités calculées suivant la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur Hors Taxes des fournitures présentées en retard ou valeur Hors taxes égale à la valeur des prestations en retard ou exceptionnellement de l'ensemble des prestations si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours calendaires de retard

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

11.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

12 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE DU TITULAIRE

- Le titulaire, à l'occasion de l'exécution du présent marché, se doit de respecter une obligation de confidentialité à l'égard de toute personne extérieure à l'ONF pour toute prestation qui lui est confiée.
-
- Tout document, renseignement, ou objet ne peut, sans autorisation expresse du représentant légal de l'ONF, être communiqué à d'autres personnes extérieures à l'ONF. Il en est de

même de tout renseignement de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution des prestations.

13 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions :

- du Code de la commande publique ;
- du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 16 septembre 2009).

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

14 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

15 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

16 RESILIATION DU MARCHE

Le marché est résilié de plein droit sans indemnité ni préavis en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent marché.

Les articles du chapitre 6 du CCAG-FCS sont applicables au présent marché.

17 DEROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS comme indiqué ci-après :

CCAP		CCAG-FCS	
Articles	Libellé	Articles	Libellé
13.1	Pénalités pour retard et/ou pour prestation non conforme ou manquante	14	Pénalités pour retard

